

MONTANT SOLLICITÉ DE L'AIDE DANS LE RESPECT DU PLAFOND DE MINIMIS

- Au regard des dispositions prévues au niveau régional concernant le subventionnement des aides aux conseils stratégiques (DiNA CUMA) ;
- dans le respect du plafond d'aides de minimis entreprise de 200 000 € permis au titre du Règlement (UE) n°1407/2013 du 18/12/2013 dit « de minimis entreprise » ;
- compte tenu des aides de minimis que j'ai perçues, ou que je vais percevoir, au cours des 3 derniers exercices fiscaux, détaillées en annexe n°1 du présent formulaire (le cas échéant n°1bis) ;

je sollicite le montant d'aides de minimis au titre du présent dispositif :

|_|_|_|_|_|_|_| € (*)

(*) : Je suis informé que la somme des aides de minimis cumulées sur les 3 derniers exercices fiscaux y compris celles demandées que je n'ai pas encore perçues, ne doit pas dépasser le plafond de 200 000 € d'aides au titre du de minimis entreprise. Dans le cas contraire, l'aide sollicitée sera ramenée à zéro.

MENTIONS LÉGALES

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce formulaire. La fourniture des données qu'il contient est obligatoire. La loi vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant, en vous adressant au service auquel vous adressez ce formulaire.

ENGAGEMENTS ET SIGNATURE DU DEMANDEUR

Je soussigné(e) (nom et prénom)* : _____

• Atteste sur l'honneur

- avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité,
- l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- que la CUMA est à jour de ses obligations fiscales et sociales
- que la CUMA est agréée et à jour de ses cotisations auprès du Haut Conseil de la Coopération Agricole (HCCA),
- avoir pris connaissance des sanctions encourues en cas de non respect des dispositions de la décision en vigueur,
- que la CUMA n'est pas en liquidation judiciaire ou n'est pas en procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ne disposant pas d'un plan arrêté par le tribunal,
- ne pas avoir sollicité (et ne pas solliciter à l'avenir) d'autres aides pour le financement des dépenses objets de la demande

• m'engage à :

- à fournir à la DDT(M) les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier.
- autoriser mon (mes) établissement(s) de crédit(s), mon centre comptable, le Haut Conseil de la Coopération Agricole (HCCA), les services sociaux et fiscaux à communiquer à l'administration tous les éléments nécessaires à l'étude et au contrôle éventuel de mon dossier.
- conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire,
- accepter et faciliter les contrôles.

Fait à _____ , le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Signature du Président de la CUMA

